LE DRAPEAU ROUGE

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE (S B I C)

Fondateur : Joseph Jacquemotte

NOUVELLE SÉRIE N° 3 — JUILLET 1942 — PRIX : 0,75 Fr

L'Heure de l'Action!

Sur les champs de bataille, les combats d'une violence inouïe font rage.

Mais Hitler a beau sacrifier sans pitié les divisions qu'il a reconstituées en remplaçant les ouvriers allemands par des travailleurs étrangers dans les usines du Reich; il a beau utiliser sans compter les armes innombrables forgées par toute l'Europe asservie; il a beau déclencher ses offensives avec l'énergie que donne le désespoir : il n'évitera pas son destin, la défaite irrémédiable!

Les succès passagers que remportent les hordes hitleriennes ne doivent pas faire illusion : l'armée allemande de 1942 n'est plus celle de 1941. Elle n'est plus capable de mener, comme l'an dernier, l'offensive sur toute l'étendue du front; le coût disproportionné de ses succès (300.000 tués et blessés pour prendre Sébastopol) commence à faire sentir ses effets. Encore puissante, elle ne peut pourtant plus enregistrer des succès momentanés qu'en concentrant tous ses efforts sur certains secteurs déterminés.

L'Armée Rouge par contre s'est renforcée, tant en matériel qu'en expérience. Quand elle recule par endroits, devant la supériorité numérique de l'adversaire dans ce secteur, c'est en bon ordre, après avoir infligé à l'ennemi des pertes épuisantes. Et d'incessantes contre-offensives harcèlent sans répit l'adversaire.

De toute évidence, deux tactiques s'affrontent à présent sur le front soviétique.

Celle des nazis, tactique qui vise à l'effet spectaculaire, au succès remporté à n'importe quel prix; tactique d'hommes **qui ont peur du temps qui passe.**

Et celle de l'Armée Rouge : tactique calme et réaliste qui vise avant tout à épuiser l'adversaire pour lui porter le coup de grâce au moment décisif; tactique d'hommes qui réservent leurs forces parce qu'ils savent que **le temps joue en leur faveur.**

***

Est-ce à dire que la victoire viendra toute seule et que nous n'aurons qu'à cueillir, en leur temps, les fruits de l'héroïsme de l'Armée Rouge et de l'action des États-Unis et de la Grande-Bretagne?

Évidemment non! La libération approche; mais la victoire exige encore de grands sacrifices, les efforts communs de tous les adversaires de l'hitlérisme. Elle exige que nous aussi prenions notre part de ces sacrifices.

Car nous aussi, nous participons à la guerre. Et si notre front à nous, le front intérieur, n'a pas encore un aspect aussi militaire que les autres, il n'en est pas moins réel.

Nos coups, nous les portons en frappant l'ennemi sur ses arrières, en sabotant ses transports et sa production. L'ennemi, c'est en nous faisant travailler pour lui qu'il remporte ses succès : c'est en parvenant à utiliser impunément nos usines et nos bras, à expédier nos travailleurs en Allemagne pour qu'ils y remplacent les ouvriers allemands envoyés à l'armée.

***

Et où en sommes-nous sur ce front intérieur?

Sans doute, les grèves, les actes de sabotage, de malfaçon, de ralentissement du travail ont été et sont nombreux. Mais, en ces heures décisives, cela ne suffit pas. Il faut porter la lutte contre l'occupant à un niveau plus élevé. Il faut priver l'Allemagne hitlérienne **de tout l'appui** qu'elle trouve dans les pays occupés et ces pays doivent au contraire devenir pour elle une source nouvelle de difficultés.

Certes, l'ennemi est puissant et il ne recourt pas seulement à la terreur physique pour nous plier à ses volontés : il est passé maître dans le maniement du mensonge cy-

(Suite à la page 4)

Refusez de produire pour Hitler!

DE NOUVELLES GRÈVES ONT DUREMENT FRAPPÉ L'OCCUPANT

L'heure de la lutte implacable pour le pain et la liberté a sonné!

De nombreuses grèves ont de nouveau éclaté dans le pays. A GAND, les ouvriers de « La Lys » ont déclenché la grève et obtenu 45 kilos de pommes de terre après 2 heures de lutte; à l' « Union Cotonnière », ils ont de même imposé l'amélioration de leur ravitaillement après une demi-journée de grève.

Dans le BORINAGE, ce sont les mineurs du n° 12 du Grand-Hornu qui ont commencé la lutte; une délégation arracha la distribution de charbon de meilleure qualité, mais pour les 20 p. c. d'augmentation de salaire réclamés, il faudra continuer l'action.

Dans le CENTRE, plusieurs grèves sur le tas ont de nouveau éclaté, notamment à Baume-Marpent et aux Ateliers de La Louvière-Bouvy. Au charbonnage Marie-José à MAURAGE, une grève sur le tas a rebondi deux fois. Les Allemands ont pris 26 otages et finalement promis des sabots aux ouvriers. Hitler a perdu ainsi 3800 tonnes de houille.

A BAESRODE (Termonde), aux chantiers navals Van Praet, l'action ouvrière a imposé la distribution de charbon, de pommes de terre et de haricots.

La combativité est grande et la volonté de lutter contre le pillage nazi et de porter des coups à l'ennemi est générale.

C'est pourquoi il faut accentuer la lutte. Il ne sera pas dit que nos usines et nos mines continueront encore longtemps à ravitailler l'ennemi. Il ne sera pas dit que nous accepterons encore longtemps de forger nos propres chaînes et de fabriquer des armes qui tuent chaque jour nos frères d'Union Soviétique et de Grande-Bretagne.

Le but que nous devons avoir en vue, en même temps que nous luttons pour nos salaires et pour notre ravitaillement, c'est de paralyser l'ennemi, d'arrêter par tous les moyens les productions de guerre qui lui sont destinées.

Dans ce sens, la grève courageuse déclenchée par les mineurs de la BASSE-SAMBRE constitue une belle victoire, quoique les grévistes aient dû reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. **En effet, pendant dix jours, ils ont immobilisé 35 charbonnages, privant Hitler de 200.000 tonnes de charbon qui auraient permis de produire 40.000 t. d'essence synthétique.**

C'est à de tels résultats qu'il faut tendre partout, dans nos charbonnages et nos usines. **Il faut paralyser la production,** non seulement arrêter le travail et occuper les usines, mais ne pas hésiter à y briser les machines, à rendre le matériel inutilisable!

Certes, une telle lutte implique des sacrifices. Mais les soldats héroïques de l'Armée Rouge, les marins des flottes alliées, les pilotes de la R. A. F. et nos courageux partisans affrontent des périls encore plus grands.

La répression nazie ne doit pas nous faire hésiter. N'oublions pas que l'occupant a déjà dû retirer de nos régions une grande partie de ses troupes d'occupation et que celles qui restent sont loin d'être des troupes d'élite. **Nous sommes le nombre.** Plus hardiment notre lutte se développera, plus vaillamment nous déclencherons nos grèves, plus résolument nous saboterons, plus l'occupant sera impuissant à réprimer nos luttes.

Le moment est venu d'entreprendre des actions toujours plus courageuses.

Mineurs, métallurgistes, cheminots, travailleurs de toutes corporations, soyez courageux et braves comme vous l'avez toujours été dans les circonstances décisives. Unissez-vous à l'entreprise, serrez-vous autour de vos Comités de Lutte Syndicale, pour intensifier l'action et porter à l'ennemi les coups qui hâteront la victoire!

Pour forcer nos chômeurs à partir en Allemagne!

L'occupant supprime les Allocations!

IMPOSEZ LEUR RÉTABLISSEMENT!

« Chaque ouvrier étranger qui travaille pour l'Allemagne ou chez elle, permet d'affecter un citoyen allemand au service militaire et augmente d'autant la puissance du Reich. » Cela, c'est le « Pays Réel » qui le proclamait cyniquement dans son numéro du 7 juillet.

Et comme l'occupant sait que les travailleurs refusent de plus en plus d'aller risquer leur vie dans les usines allemandes pour aider leurs bourreaux, il a décidé une mesure particulièrement infâme : la suppression des allocations de chômage. A l'heure où nous écrivons ces lignes, cette mesure est déjà entrée en vigueur dans plusieurs régions et elle sera incessamment étendue à tout le pays.

Hitler recourt donc au chantage de la faim totale pour recruter, avec l'aide des traîtres de l'O. N. T., la main-d'œuvre sans laquelle il ne pourrait plus continuer sa guerre.

Nos travailleurs ne le permettront pas. Leur intérêt et leur honneur le leur commandent : ils refuseront de se faire les complices de l'ennemi.

(Suite à la page 4)

UN AN DE BAGNE

Les victimes de la terreur nazie seront vengées!

Les bourreaux hitleriens n'ont certes pas attendu le jour de leur agression contre l'U. R. S. S. pour instaurer chez nous un régime de terreur : de nombreux patriotes et militants communistes avaient été arrêtés par l'occupant avant le 22 juin 1941, notamment nos camarades Dillen, Neuray, Desnos, Vanderlinden et le député communiste de Nivelles, Jean Borremans.

Mais c'est surtout à partir du moment où ils se sont rués sur l'Union Soviétique que les brutes nazies ont montré de quelles ignominies ils étaient capables. Dès ce moment, leur répression ne connut plus la moindre mesure : les arrestations, les déportations, les exécutions et les assassinats sans phrases se succédèrent à un rythme accéléré : le seul fait d'être communiste ou suspect de sympathies communistes « légitimait » aux yeux de la Gestapo l'envoi au bagne ou la mise à mort.

Au cours de ces douze derniers mois, d'innombrables camarades ont donc payé de leur vie ou de leur liberté leur fidélité à la classe ouvrière, leur attachement à la liberté du pays. Plus de 1.000 militants de notre Parti Communiste ont été arrêtés, jetés en prison, parqués dans des camps de concentration ou déportés vers des bagnes étrangers. Des dizaines et des dizaines d'entre eux sont morts à la suite de tortures et de privations ; des dizaines d'autres sont tombés sous les balles de l'ennemi.

Mais leur sacrifice n'aura pas été vain. Nous n'oublions pas ces victimes de la barbarie nazie, et leur exemple décuple notre volonté de les venger et de châtier leurs bourreaux.

Nous ne les oublions pas et, au cours de ces douze mois de terreur, nous n'avons pas cessé de nous inspirer du courage avec lequel nos camarades, victimes de la grande rafle de juin 1941, supportent leur martyre.

Nous songeons avec une émotion particulière à nos vieux chevronnés de la lutte ouvrière, à notre cher Julien Lahaut, aux anciens sénateurs Heyndels et Minnaert, à Fernand Jack, des A. U. S., à ces centaines de vaillants camarades qui, après avoir subi les horreurs de Breendonck et de Huy, ont ensuite été déportés en Allemagne, pour être soumis, au camp de Hambourg, à un régime inhumain.

Des centaines d'autres, arrêtés par la suite, tels Pierre Bosson, Desellier, Tincler, Taillard, Wesly ont, eux aussi, été déportés en Allemagne ou vers les territoires de l'Est.

Et des dizaines de femmes courageuses, telles nos camarades Félicie Mertens, Fanny Jacquemotte, Nadia Stiers, connaissent elles aussi, les horreurs des geôles hitleriennes.

Des dizaines et des dizaines de bons camarades sont tombés dans la lutte, torturés, épuisés par le régime bestial auquel ils étaient soumis, de vaillants lutteurs, comme nos amis Brosse, Lambert, Chevigné, Alexander, Descamps et tant d'autes, morts dans les camps de concentration allemands. Les deux derniers que les nazis ont ainsi tués à Hambourg, sont : le docker Vendelmans, d'Anvers, et Fuyat, conseiller communal d'Andrimont.

Des dizaines d'autres sont tombés en Belgique, froidement assassinés comme le député de Mons, Cordier, comme les Liégeois Schloeder et Dehareng, ou fusillés après des comédies judiciaires comme nos camarades Soupart, Juvenois, De Renthy, Lenaerts, Vandewalle, Guillissen, Vercellino, Hans, Raequinet et tant d'autres.

Mais, malgré cette avalanche d'assassinats, les bandits hitleriens ne sont pas arrivés à leurs fins. Ils ont eu beau torturer, assassiner, fusiller : ils n'ont pu briser notre Parti Communiste, ils n'ont pu freiner sa lutte ni l'empêcher de poursuivre la tâche à laquelle il consacre toutes ses forces : réaliser l'union de tous les patriotes pour écraser l'hitlerisme et libérer le pays.

Malgré la répression sanglante, notre Parti Communiste est plus fort qu'il ne l'a jamais été. Pour chaque militant tombé ou arrêté, dix courageux travailleurs se sont présentés, fermement décidés à combler les vides et à venger les victimes de l'occupant. Et la solidarité de tous les travailleurs est venue secourir les familles des victimes et permettre aux militants pourchassés par la Gestapo de continuer leur lutte dans l'illégalité.

A présent que la victoire est en vue, jurons à nos morts de les venger en combattant avec encore plus d'ardeur contre leurs assassins! Jurons à tous les camarades qui souffrent depuis de longs mois dans les bagnes nazis, de développer encore l'aide que nous apportons à leurs familles et de hâter leur libération en développant avec encore plus de courage la lutte à laquelle eux tous, notre cher Julien Lahaut en tête, ont sacrifié leur liberté!

Ce journal doit être lu par deux, quatre, six personnes! Comment! Faites la chaîne!

La Haute Magistrature se dégonfle

Après avoir pratiqué pendant 20 mois la politique du doigt mouillé, la magistrature belge semblait avoir enfin trouvé, depuis quelques mois, le minimum de courage civique qu'on était en droit d'attendre d'elle. Les tribunaux s'étaient enfin aperçus que rien n'autorisait les Secrétaires-Généraux à légiférer et, encore moins, à modifier les dispositions constitutionnelles. Une série de jugements sensationnels vinrent confirmer juridiquement que des organismes fascistes comme la Corporation de l'Agriculture, p. e., étaient complètement illégaux.

Commencée par de modestes magistrats cantonaux, les Juges de Paix de Louveigné et de Schaerbeek, cette résistance gagna finalement la Cour de Cassation.

Mettant alors les pieds dans le plat, l'occupant acheva illico la démonstration : en interdisant d'examiner la légalité des arrêtés des Secrétaires-Généraux, les Allemands confirmèrent en quelque sorte que les Romsée, Schuind, Leemans et autres De Winter n'étaient que leurs représentants et que leurs arrêtés n'avaient par conséquent aucune valeur devant les tribunaux belges.

Devant l'ukase nazi, notre magistrature n'avait pas le choix : sous peine de se soumettre platement à l'occupant elle devait résister carrément, comme en 1918.

On parla donc beaucoup de grève de la magistrature. Mais on se borna à en parler. Et quand Reeder eut fait les gros yeux et Schuind annoncé que les récalcitrants seraient envoyés en prison, nos vénérables conseillers de la Cour suprême changèrent de ton. Le courage civique n'est en effet pas donné à tout le monde et si un ouvrier, un patriote quelconque, voire un modeste Juge de Paix de Louveigné peuvent affronter la prison pour leur idéal, les grosses légumes de la Cour de Cassation se transformeraient en paillassons plutôt que de s'y risquer.

Un compromis fut donc trouvé, autrement dit, une capitulation. N'insistons pas sur son contenu qui nous montre que la frousse peut inspirer à nos juristes suprêmes les constructions juridiques les plus échevelées. N'y légitiment-ils pas, en effet, les « pouvoirs » des secrétaires généraux en les faisant découler de ceux attribués .. en septembre 1939 au gouvernement Pierlot, gouvernement qui, loin de déléguer les pouvoirs en question aux secrétaires généraux, a formellement désavoués ces traîtres.

Mais l'essentiel n'est pas là : ce qui importe, c'est que les Belges pour qui le patriotisme n'est pas une notion élastique réagissent en raidissant leur résistance.

Dans les milieux judiciaires d'abord, où la veulerie de la Cour de Cassation a provoqué un réel écœurement. Il faut qu'ici les jeunes magistrats donnent une leçon à leurs aînés et que le Parquet persiste dans l'attitude patriotique qu'il avait adoptée.

Dans tout le pays ensuite : si c'est avec raison que les agriculteurs, par exemple, recourent à la lutte juridique pour défendre leurs droits, rien ne doit empêcher le recours à d'autres armes si la machine judiciaire est faussée de par la plenitude de quelques ramollis. La résistance directe à toutes les boutiques fascistes créées par l'occupant s'impose donc doublement aujourd'hui : car il importe de montrer à l'ennemi que notre peuple, lui, ne se laisse pas intimider aussi facilement qu'une douzaine de magistrats séniles.

Les Partisans harcèlent sans arrêt l'occupant

Nous avons déjà signalé les hardis coups de main opérés par les Partisans, à Bruxelles, le 22 juin, pour manifester leur solidarité avec l'Union Soviétique. L'occupant en a été si durement touché qu'il s'est lâchement vengé en déportant vers l'Est une centaine de Juifs et 70 militants communistes qui, se trouvant depuis de longs mois en prison, ne pouvaient en rien être responsables des attentats justiciers commis contre nos bourreaux et les traîtres à leur solde.

Ce ne sont certes pas de si basses vengeances qui arrêteront nos « Partisans ». Et de nouvelles explosions survenues quelques jours plus tard le prouvèrent. Fou de rage, l'ennemi avoua son désarroi en accompagnant d'un communiqué furibond ses sanctions : de nouvelles déportations et une amende de 2 millions à la ville de Bruxelles.

Mais ce n'est pas qu'à Bruxelles que les « Partisans » ont commémoré à leur façon l'anniversaire de l'agression anti-soviétique.

A **Liége,** à la Centrale électrique de l'Espérance-Longdoz, deux transformateurs ont été sabotés et 10.000 litres d'huile ont été détruits.

Chez Michiels, à **Ougrée,** la destruction de réservoirs servant à la récupération des gaz a ralenti la production. Des wagons de paille ont été incendiés à Mousron et à Maffles. Un dépôt de paille réquisitionnée a été incendié à Quevaucamps.

Par ailleurs, dans des dizaines et des dizaines de communes — notamment dans le pays de Liége — des inscriptions ont été faites sur les murs et des drapeaux rouges hissés sur les usines.

A **Anvers,** 500 ouvriers de la Mercantile ont arrêté le travail 10 minutes en signe de solidarité avec l'Armée Rouge ; à **Schelle,** une des sections de la Centrale électrique a fait de même.

Quant aux traîtres, les « Partisans » les traquent sans pitié. La ferme d'un rexiste a été incendiée à Moustier ; celle d'un rexiste de Dottignies a subi le même sort.

A **Couillet,** une violente explosion s'est produite au local rexiste, à la grande joie de la population. A **Ransart,** le bourgmestre rexiste, le traître Demaret, a été envoyé au paradis hitlerien, à la grande satisfaction de ses administrés. Ses funérailles ont eu lieu, dans le mépris général, sous la protection des mercenaires des « Gardes Wallonnes ». Le curé de Ransart avait refusé d'ouvrir son église pour la dépouille de ce traître.

Boycottez la presse de Hitler!

Le 9 juillet, le « Pays Réel » écrivait en 1re page : « Sébastopol après le siège... La ville n'est pas détruite comme on pourrait le croire. » Le même jour, le « Soir » mettait cette légende sous une photo qui ne laisse aucun doute : « Sébastopol en ruines... Sébastopol complètement dévastée. »

Boycottez ces tristes bluffards! Ne vous laissez pas prendre à leur propagande!

Les Gardes Wallonnes hors la loi!

Méprisable ramassis d'aventuriers rexistes et de crapules attirées par la forte solde, les Gardes Wallonnes constituées sous l'égide de l'occupant, ont ouvertement pour tâche de se substituer aux corps de gendarmerie et de police, peu sûrs, autrement dit, suspects de patriotisme.

Cette cohorte de traîtres stipendiés était déjà méprisée par toute la population. Un crime récent vient de faire déborder la coupe : c'est, en effet, un peloton de Gardes Wallonnes qui a fusillé à Liége l'imprimeur Gyselaer, condamné à mort par les Allemands.

Par ce forfait abominable, les « Gardes Wallonnes » se sont délibérément mis hors la loi : s'étant placés dans le camp de l'ennemi, ils seront traités comme lui, plus durement que lui même, car eux, c'est pour de l'argent qu'ils assassinent des Belges.

Traquons les Gardes Wallonnes sans pitié! Rendons leur la vie impossible! Organisons-nous pour leur régler leur compte!

VOILA L'ORDRE NOUVEAU !

PORTE-PLUMES EN UNIFORME

Les lèche-bottes de la presse traduite sont chargés par leurs maîtres nazis de donner un aspect « patriotique » aux mesures prises par l'occupant. C'est ainsi que les menaces proférées par Reeder contre le clergé, la magistrature et la paysannerie ont été **précédées** dans le « Soir », « Nouveau Journal », etc., d'articles où les plumitifs à la solde de l'ennemi réclamaient des mesures d'oppression dans des termes **identiques** à ceux utilisés **ensuite** par Reeder. Le jeu est clair ! Ces messieurs avaient été chargés de présenter comme désirées de « patriotes sincères » les mesures déjà arrêtées, mais non encore divulguées par l'occupant.

MOUCHARDS !

Mais nos journalistes de Kommandantur ne s'arrêtent pas là. Et dans le « Soir-ersatz » le nommé Gallez esquisse une nouvelle manœuvre. Après avoir pleurniché sur l'état de santé pitoyable de nos femmes et de nos enfants gravement sous-alimentés (et soigneusement caché que cette sous-alimentation était due au pillage nazi), ce traître propose de « faire comme en Allemagne », de grouper la population en « blocs » de 40 familles et de placer à la tête de chacun de ces « blocs » un führer chargé de contrôler l'état de santé de tous les membres de ces familles.

Où les maîtres de Gallez veulent-ils en venir ? Ils veulent nommer — parmi leurs créatures évidemment — un **espion** qui, sous prétexte de contrôle sanitaire, aurait droit de regard sur toutes les personnes de son bloc ! Comme la population a vomi les traîtres, comme la résistance se fait de plus en plus âpre, les hitleriens voudraient essayer d'organiser, comme en Allemagne et avec l'aide de traîtres collaborationnistes, **un système de mouchardage généralisé.**

POURRIS !

Les fascistes opposent volontiers leur « désintéressement » à la gabegie de l'Ancien Régime. N'empêche que les bourgmestres d'Ordre Nouveau, nommés un peu partout par la grâce de l'occupant, trouvent que les appointements attachés jusqu'ici à ces fonctions ne rémunèrent pas suffisamment leur incompétence notoire.

Aussi le V. N. V. Romsée vient-il de décider l'augmentation de leurs traitements : à charge du contribuable évidemment et nonobstant la « stabilisation » des salaires, laquelle ne joue évidemment pas pour les créatures de Hitler.

KULOT

Concernant les salaires, un certain Colmant (beau-frère de Gallez), vient de battre, dans le « Soir ersatz » tous les records de la démagogie. Après avoir démontré qu'avant le 10 mai, les augmentations de salaires prévues par les conventions collectives ne représentaient en fait « que le maintien d'une situation acquise, une réadaptation, un rajustement », ce plumitif à gages a froidement ajouté que l'Ordre Nouveau réglerait ce problème avec plus de justice sociale !!!

Ouiche ! En bloquant les salaires alors que les prix montent en flèche, n'est-ce pas ?

Comme le ridicule ne tue plus, il faudra décidément que des mains vengeresses se chargent de régler le compte de tels prostitués de la plume.

LE SCANDALE DES SECOURS CIVILS

La presse traduite monte en épingle le fait que les secours civils « vont » être augmentés. Mais elle se garde de souligner le taux dérisoire qu'ils atteindront même alors : suivant les catégories de communes, de 11 à 14 fr. pour le chef de famille, de 5 fr. à 5 fr. 75 pour l'épouse, de 3 fr. 50 à 4 fr. par enfant ! Pas même de quoi se payer les maigres rations au prix officiel !

C'est au moins au double qu'il faudrait porter ces secours si on ne veut pas qu'une partie importante de notre population se ruine irrémédiablement la santé ! Et qu'on ne dise pas que la charge qui en résulterait ruinerait nos finances publiques ! Ça, les contributions de guerre exigées par l'occupant s'en chargent ! S'il y a de l'argent pour les Fridolins, pourquoi n'y en a-t-il pas pour nos secourus ?

TOUJOURS PLUS DE GENDARMES

De l'argent, l'Ordre Nouveau en trouve du reste pour développer son système répressif.

A l'heure actuelle, le corps de police, par exemple, compte 10.400 unités. Le « Nouveau Journal » écrit que « c'est manifestement trop peu » et que, par ailleurs, la création des grandes agglomérations (qu'on nous avait présentée comme susceptible de réaliser des économies) « ne manquera pas d'entraîner un élargissement des cadres de la police » !

D'autre part, la gendarmerie, dont les effectifs ont déjà été portés de 8.280 à 9.200 unités depuis le 10 mai, va être renforcée d'un nouveau contingent que Romsée choisira évidemment parmi ses hommes de main.

Il s'agit, nous dit-on du « problème du maintien de l'ordre ». Les traîtres craignent de plus en plus le courroux populaire ! Mais ils auront beau tenter de mettre la main sur la gendarmerie et la police en créant des « écoles » fascistes et en y enrôlant des rexistes et des V. N. V., ils n'échapperont pas au châtiment qui les attend.

LE PILLAGE CONTINUE

1.200 wagons de marchandises, 3.000 grandes voitures métalliques et 1.250 locomotives viennent de prendre le chemin de l'Allemagne. De plus, on vient de démonter 620 km. de voies de notre réseau pour envoyer les rails (1.600 km donc) outre-Rhin !

TRAVAILLER POUR LES ALLEMANDS, C'EST RISQUER LES BOMBARDEMENTS !

LES FEMMES RÉCLAMENT DU PAIN !

D'énergiques manifestations à Charleroi, Erquelinnes, Houdeng, Nivelles, Thuin et Wasmes

Dans tout le pays, les femmes comprennent de plus en plus que ce n'est qu'en luttant qu'elles arracheront du pain pour leurs enfants.

A **Charleroi,** c'est à 300 qu'elles ont manifesté, avec un drapeau noir, devant l'Hôtel de Ville, pour exiger des pommes de terre. A **Erquelinnes,** elles ont fait de même et une pétition couverte de 300 signatures a été remise au bourgmestre : celui-ci a fait distribuer du beurre dès le lendemain. A **Thuin,** à la suite d'une manifestation analogue, de près de 200 femmes, le bourgmestre a dû faire distribuer des timbres supplémentaires de pain. A **Houdeng,** les femmes manifestèrent par deux fois, si bien que le bourgmestre parcourut les fermes des environs pour se procurer grain, lait et pommes de terre afin de procéder dès le lendemain à une distribution.

A **Nivelles,** des centaines de femmes ont manifesté, obligeant le bourgmestre à faire distribuer des timbres de pain et des vivres.

A **Hornu,** ce furent 200 vieux pensionnés qui manifestèrent devant la Maison Communale, forçant le bourgmestre à leur promettre un subside.

Ce n'est qu'en développant partout ces luttes et ces manifestations que vous ferez triompher vos droits. Harcelez sans cesse les autorités. Exigez du pain, des pommes de terre, du charbon ! Manifestez chez les grossistes ! Et si cela ne suffit pas, servez-vous vous même ! Faites comme à La Louvière où, à plusieurs centaines, les habitants ont pris d'assaut un train de houille et ont enlevé plusieurs dizaines de tonnes de charbon !

LA « DÉCLARATION » DE MARCEL CACHIN ÉTAIT UN FAUX

Il y a quelques semaines, la presse traduite fit état d'une soi-disant déclaration dans laquelle notre vieux camarade français Marcel Cachin aurait désapprouvé les attentats contre l'armée allemande.

Nous sommes en mesure d'affirmer que cette « déclaration » constitue un faux forgé de toutes pièces. Les faussaires, d'ailleurs, avaient attribué à Cachin des fonctions inexistantes dans un organisme inexistant dans le P. C. français !

Mineurs, ne travaillez pas le dimanche

Hitler a de plus en plus besoin de notre charbon. Pour inciter les mineurs à travailler le dimanche 21 juin, dans le bassin de Liége, l'occupant avait fait promettre double salaire et l'augmentation de la prime de 25 p. c.; de plus, tout ouvrier travaillant sans journée d'absence non-excusée pendant la période allant du 15 au 27 juin, recevrait une demi-ration supplémentaire en plus des suppléments habituels. Les absents étaient par contre menacés de fortes amendes ou d'emprisonnement.

Néanmoins, dans de très nombreux charbonnages, les mineurs tinrent bon. Aux charbonnages de Basse-Campagne, des Trois Boules (Milmort), de Fond Piquette, du Bonnier et de l'Espérance, presque tous les ouvriers chômèrent. Au Gosson, il n'y eut que 50 p. c. d'ouvriers au travail; aux Bons Buveurs, 25 p. c. seulement. A la Belle-Vue, à Wandre, seuls quelques ouvriers s'étaient présentés.

Dans le Borinage, 20 p. c. des ouvriers ont chômé au Grand-Hornu, et le chômage a été COMPLET au Marcasse, au Sac (Wasmes), au Ferrand, à la Grande Veine nº 4 (Elouges).

Mineurs, ces belles leçons de résistance à l'ennemi nazi doivent servir d'exemple A TOUS. Il n'est pas permis qu'il y ait des flanchards : si vous refusez PARTOUT de travailler l'occupant sera réduit à l'impuissance. Faites bloc ! Refusez comme un seul homme de travailler le dimanche !

Fascistes et Ploutocrates

L'Hitlerisme n'a rien à refuser aux maîtres des trusts. C'est ainsi que lors de son passage à Bruxelles, le Dr. Landfried, du ministère des Affaires Economiques du Reich, a étudié les remèdes à apporter à nos difficultés économiques avec MM. Galopin (Société Générale) et de Launoit (Banque de Bruxelles-Ougrée).

Au cours de négociations précédentes, la seule concession que notre pays avait pu obtenir était... l'augmentation des prix payés à nos trusts pour leurs exportations de produits métallurgiques !

Pendant que le peuple crève de faim, nos ploutocrates font de bonnes affaires avec Hitler !

MÉCONTEMENT CROISSANT EN ALLEMAGNE

Le peuple allemand se rend de plus en plus compte que l'hitlerisme le mène à l'abîme et malgré la terreur, il développe de plus en plus sa lutte contre le régime maudit.

A Breslau, des femmes ont récemment manifesté dans les rues, réclamant le retour de leurs maris et fils. Elles ont été dispersées à coups de matraques.

A Magdebourg, une grève a éclaté dans une usine : un bataillon de S. S. a été envoyé sur les lieux.

L'Heure de l'Action!

(*Suite de la page 1*)

nique, du bobard à répétition, il travestit avec une habileté diabolique ses succès passagers en « victoires écrasantes ». Méfions-nous donc comme de la peste de sa propagande perfide. Disons-nous bien que si l'ennemi essaie tellement d'ébranler notre confiance en l'Armée Rouge, de discréditer les armées britanniques et de semer le doute sur la création d'un deuxième front en Europe, c'est **parce qu'il nous craint,** c'est parce qu'il craint la lutte sur le front intérieur en agissant avec la volonté de vaincre et l'héroïsme dont l'Armée Rouge fait preuve sur le front de l'Est.

Loin de se laisser diviser par l'ennemi, serrons résolument les rangs et opposons à l'ennemi commun un bloc de toutes les forces saines du pays, aussi unies que le sont nos Alliés, l'U. R. S. S., la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Loin de nous laisser entamer par la propagande boursouflée des nazis : puisons au contraire dans la certitude de vaincre la volonté de hâter cette victoire en luttant beaucoup plus résolument contre l'ennemi.

C'est l'heure de l'action ! Pour en finir cette année avec l'hitlerisme, il faut donc que **NOUS AUSSI** nous engagions à présent la lutte avec un esprit de sacrifice total.

Aussi longtemps que nous laissons l'ennemi voler notre charbon et forger des armes dans nos usines, nous aidons Hitler à prolonger la guerre, à remporter des succès sur nos alliés. **TRAVAILLER POUR HITLER, C'EST TRAHIR, C'EST AIDER L'ENNEMI.** Il faut que cela cesse : **il faut que nous arrêtions par tous les moyens les productions de guerre pour l'ennemi.**

Hitler sera battu. Le gage de la victoire, c'est avant tout l'héroïque Armée Rouge, c'est la préparation du 2e front en Europe. Mais c'est aussi l'action que nous devons mener **ici même** en portant par tous les moyens des coups à l'ennemi, en refusant de travailler pour lui dans nos usines, en préparant par des actes toujours plus hardis le soulèvement national libérateur.

L'heure est venue des actions courageuses et décisives. De **notre** lutte dans les mois qui viennent dépend tout notre avenir.

Ne jetez pas ce journal! Passez-le à un bon camarade!

HATONS LA DÉBACLE DE HITLER!

Les services sanitaires allemands manquent d'éther, de pommade, de médicaments: les bandages sont en papier.

Une grande campagne vient d'être menée en Allemagne pour récolter vieux vêtements et chiffons afin de les transformer en pansements, chaussettes, gants, uniformes.

Le Ministre de l'Économie du Reich vient de restreindre encore le transport des marchandises et de réserver la fabrication de machines à la production de guerre.

Et, intensifiant le pillage des pays occupés, les autorités allemandes viennent de réduire encore le contingent de produits métallurgiques alloués à notre marché intérieur : faute d'approvisionnements, de nombreuses petites entreprises devront fermer et la quote-part qui nous est laissée ne permettra même pas d'assurer les réparations courantes dans nos usines.

L'hitlerisme va à sa perte mais son agonie multiplie les ruines. Hâtons sa fin en sabotant sa production! Puisque tout va quand même à l'ennemi, hâtons la victoire en freinant le travail!

Sabotez! Sabotez! Sabotez!
Pour affaiblir la machine de guerre de Hitler!

VOICI L'U. R. S. S.!

La Production Socialiste

Un des aspects les plus étonnants du régime soviétique, c'est le développement prodigieux de son industrie, la réussite remarquable de ses Plans quinquenaux. Alors que la production industrielle des pays capitalistes atteignait à peine, lors de l'essor de 1937, le niveau qui avait précédé la grande crise de 1930, la production industrielle soviétique — qui n'avait pas connu de crise — avait QUADRUPLÉ au cours des années 1929-37. Et le volume de la production devait encore DOUBLER avec l'exécution du 3e Plan quinquennal (1938-42).

Un tel rythme de développement ne s'était jamais vu nulle part, même pas aux États-Unis. De plus, et ceci est caractéristique d'une société **socialiste,** cet essor impétueux aboutissait à une amélioration correspondante du niveau de vie de l'**ensemble** de la population. Non seulement les salaires augmentaient considérablement (en moyenne ils ont augmenté de 3,5 fois de 1929 à 1937 et le 3e Quinquennal prévoyait une augmentation de 35 p. c.) mais le coût de la vie diminuait : rien que de 1934 à 1937, en 3 ans donc, le prix du pain et du beurre diminuait de 50 p. c., celui des œufs et du sucre de 70 p. c., celui de la viande de 35 p. c.

Résultats vraiment fantastiques et qui ne peuvent à vrai dire être obtenus qu'avec un système de production **socialiste.**

L'occupant supprime les allocations!

(*Suite de la page 1*)

Ils refuseront d'aller forger dans les usines allemandes les armes qui tueront leurs frères soviétiques et prolongeront leurs propres souffrances en retardant l'heure de la libération. Ils refuseront d'aller exposer leur vie aux bombardements meurtriers de la R. A. F. D'autant plus que la partie du salaire devant revenir à leur famille parvient de moins en moins à celle-ci, si bien que, à plusieurs reprises il en est résulté de petites manifestations de femmes, dans un établissement bancaire de la capitale, chargé de ces paiements.

Partir pour l'Allemagne c'est se résigner à vivre dans une atmosphère de bagne qui devient de plus en plus insupportable aux malheureux qui se sont laissés entraîner dans cette aventure. De plus en plus mécontents du sort qui leur est réservé, ceux-ci essaient souvent de s'enfuir, surtout depuis les bombardements de Cologne et d'Essen. Pour essayer d'enrayer ce mouvement, la police allemande offre à présent une prime élevée pour la capture d'ouvriers fugitifs.

A Solingen, des ouvriers français ayant adressé une demande collective pour obtenir leur rapatriement, la Gestapo procéda aussitôt à de nombreuses arrestations.

Plutôt que de supporter ces supplices dans un pays étranger, parmi une population de plus en plus hostile aux « jaunes » dont la présence a permis l'envoi de ses fils au front, les travailleurs belges s'opposeront par tous les moyens à la déportation.

Ils résisteront tous ensemble à la pression des nazis. Dans les entreprises, groupés autour de leurs Comités de Lutte Syndicale, ils arrêteront le travail par solidarité pour leurs camarades menacés. Les chômeurs manifesteront aux bureaux de l'O. N. T. et auprès des administrations communales pour exiger le rétablissement de leurs allocations et l'octroi de secours.

Déclenchez l'action! Refuser de travailler pour Hitler, c'est hâter l'heure de la libération!

MERCI!

C. H. 25 balles pour la victoire: du 139, 20 fr.; 2e acompte pour achat, 60 fr.

La supériorité du système socialiste ne réside, en effet, pas seulement dans le fait que la répartition des richesses se fait avec plus de justice, que les produits du travail profitent à toute la société au lieu d'être monopolisés par une petite minorité de gros capitalistes. Elle réside aussi — et nous pourrions dire encore plus — dans le fait que seule une économie socialiste peut augmenter sans arrêt la masse totale des richesses à répartir.

Prenons un exemple. En Belgique, les bénéfices annuels des sociétés anonymes atteignent environ 5 milliards. Supposons un instant que, toutes choses restant à part cela égales, les actionnaires de ces sociétés renoncent à leurs avantages et répartissent bénévolement ces bénéfices entre les salariés: comme ceux-ci sont environ 1 1/2 million, chacun d'eux ne bénéficierait que d'une augmentation de salaire d'environ 300 francs par mois. Ce serait certes appréciable mais ne correspondrait pas, même de fort loin, à l'augmentation du niveau de vie que connaissent, non pas une fois, mais d'année en année, les travailleurs soviétiques.

Comment cela se fait-il? Comment un régime socialiste peut-il procurer aux travailleurs des avantages qu'un régime capitaliste serait totalement incapable de fournir même si ses dirigeants étaient pris d'une philanthropie générale toute hypothétique ?

La solution de cette énigme est simple : c'est parce que le régime socialiste produit pour l'homme, pour la satisfaction des besoins de l'ensemble de la société, tandis que le régime capitalisie ne produit que pour procurer des bénéfices aux propriétaires des usines, des moyens de production en général.

Le régime économique et social dans lequel nous vivons se caractérise par le fait que les moyens de production (usines, etc.) sont la propriété particulière d'individus ou de groupes d'individus (sociétés) mais qu'ils sont en général mis en œuvre par des gens qui ne les possèdent pas (ouvriers, employés) pour le profit de ceux qui les possèdent. C'est l'espoir de réaliser un **bénéfice** qui incite le propriétaire des moyens de production à faire mettre ceux-ci en œuvre par les gens qui n'en ont pas et cette recherche du profit n'est pas seulement la cause de l'activité économique mais aussi son régulateur. Sous peine de faire faillite, le propriétaire d'usine doit, en effet, faire fabriquer des objets qui produisent un bénéfice et comme celui-ci dépend de la demande qui existe pour la marchandise, c'est cette demande qui réglera la production.

Plus exactement, comme la possibilité de réaliser un bénéfice ne dépend pas de la capacité de consommation de la population, mais de son pouvoir d'achat, c'est celle-ci qui réglera la production. Or, la capacité personnelle de consommation des possédants, de ceux qui accumulent les bénéfices, a des limites vite atteintes. Quant à la foule de travailleurs, qui ne disposent que des maigres revenus de leur travail, ils n'ont pas de quoi acheter tout ce qu'ils consommeraient volontiers.

Ceci explique les crises que nous avons connues, crises caractérisées par un excès de marchandises qui ne trouvent pas acquéreur alors que la plupart des gens manquent de tout; ceci explique que, même en période normale, la plupart des usines ne travaillent pas à leur pleine capacité, leur production étant subordonnée à la possibilité de vente de leurs produits.

En régime socialiste, au contraire — et c'est ceci qui nous explique le « mystère » du développement impétueux de l'économie soviétique et de l'absence de crises qui la caractérise — le bénéfice du travail social n'est plus accaparé par une minorité de possédants, mais se trouve, au contraire, réparti entre l'ensemble des travailleurs. Grâce au pouvoir d'achat plus grand des masses, les marchandises trouvent toujours acquéreur; au lieu d'être périodiquement mises en chômage, les machines peuvent donc travailler à plein rendement, ce qui diminue évidemment le coût de la production et permet d'abaisser les prix, d'augmenter les salaires et d'accroître sans cesse la production, car plus celle-ci grandit, plus facilement il y a moyen de prélever sur l'ensemble des richesses produites de quoi construire de nouvelles machines, de nouvelles usines destinées à produire encore plus, toujours plus, pour des consommateurs dont le pouvoir d'achat correspond de plus en plus à la capacité de consommation.

Voilà ce qui explique les chiffres prodigieux que nous avons cités plus haut.